

LE TRIOMPHE DE LA SERVILITÉ...

La servilité se pare volontiers du masque de la vertu. Ainsi, ceux qui aujourd'hui se font les agents de Bruxelles et offrent leur concours à la construction d'une Europe totalitaire prétendent le faire au nom de la démocratie et de la République. J'ai entendu Philippe Seguin tenter de justifier sa volte-face vis-à-vis de l'Europe de la façon suivante: «*Je suis un républicain (sic), un démocrate (resic) dès lors qu'une loi est votée, je l'applique*».

A ce compte là, en 1940, Seguin et ses pareils auraient collaboré au régime de Vichy. Il est vrai que tous ceux qui, de 1940 à 1944, ont vécu l'occupation, se souviennent qu'un des thèmes favoris de la propagande allemande était: «*L'Europe nouvelle*» animée par l'axe Rome-Berlin. Il semble bien que, d'une certaine manière, l'histoire se répète, même si «*l'axe Rome-Berlin*» ne se présente plus exactement de la même façon que du temps des amours Benito Mussolini-Adolphe Hitler et du pacte germano-soviétique. N'empêche qu'aujourd'hui comme hier, l'Allemagne joue un rôle dirigeant dans la «*Nouvelle Europe*», bénie par Jean-Paul II comme celle de 1940-44 l'était par Pie XII.

Quant aux italiens, on ne peut leur demander plus qu'ils ne peuvent donner. Mussolini que Georges Pioch avait naguère qualifié de «*César de Carnaval*» a fini, dans des conditions qui sont loin d'être élucidées. Il a été avantageusement remplacé par les amis de Togliatti et de Staline qui, comme les Robert Hue et autre Fiterman, sont candidats à la direction du nouvel «*état supranational*» dont le siège est provisoirement fixé à Bruxelles.

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir dans la tentative de reconstruction du «*Saint Empire Romain Germanique*» une des conséquences du «*compromis historique*», conclu, en son temps, entre la bureaucratie du Kremlin et celle du Vatican et dont l'objectif final et inavoué est la destruction des États nationaux coupables de «*démocratie*».

Mais la construction d'un Empire plouto-théocratique a ses exigences et la première de ces exigences est la destruction des syndicats, produits d'un système qui se voulait démocratique.

D'où la nécessité absolue de réduire les syndicats au rang de subsidiaires, c'est-à-dire de domestiques.

C'est dans ce contexte qu'il nous faut analyser le rôle et la place du «*Comité de dialogue social*» constitué dans le plus grand secret par un décret, en vertu d'une des dispositions du traité d'Amsterdam, lequel traité, soit dit en passant n'a pas encore été ratifié!!! Ce qui n'a pas empêché Jospin et Martine Aubry de convoquer, toujours dans le plus grand secret, l'ensemble des dirigeants syndicaux, qui, avec une belle unanimité, se sont empressés d'obtempérer!

Une dépêche de l'A.F.P. du 3 décembre rend compte des travaux de ce comité, sa lecture en est édifiante. Pour que les choses soient claires, Jospin a, d'entrée de jeu, assigné aux subsidiaires la place qui doit, désormais, être la leur: il leur enjoint de prendre «*toute leur place au niveau européen dans la mise en œuvre du volet emploi du traité d'Amsterdam et deviennent par la négociation et la signature d'accords, des co-législateurs*».

Comme on le voit, on est loin de la «*politique de la présence*». Les syndicalistes devenant des «*co-législateurs*», voilà qui est franchement nouveau mais de nature à conforter ceux de nos dirigeants syndicaux qui n'ont que trop tendance (vanité des vanités, tout n'est que vanité) à se prendre pour des hommes d'État.

Mais les déclarations des «co-législateurs» eux-mêmes, méritent d'être relevées tant elles font preuve, face à l'arrogance affichée par Jospin et de Martine Aubry, d'une lamentable platitude:

Louis Viannet (CGT) a réclamé *«des mesures pour relancer la consommation et l'investissement, ce qui conduit à poser la question des grands travaux en Europe»*. Il a aussi prôné *«plus de transparence et de démocratie dans l'entreprise»*.

Et vive *«l'autogestion»*!

De son côté, Marc Blondel (F.O.) a souhaité que *«l'Europe donne un peu plus de souplesse dans les critères de convergence»* et a réclamé *«une politique plus volontariste dans le domaine de l'emploi»*.

Et vive *«le partage du travail et des revenus»*!

Pour sa part, Nicole Notat (C.F.D.T.) *«a estimé que l'emploi devait devenir une réalité et pas simplement une intention dans l'Europe de demain»*.

Nicole Notat demeure égale à elle-même, on ne saurait le lui reprocher!

Quant aux comparses:

Marc Vilbenoit (C.F.E.-C.G.C.) *«a insisté sur la nécessité de construire le dialogue social et permettre la représentation des salariés au niveau européen»*.

Apparemment, le Vilbenoit serait à la recherche d'un job.

De son côté, Alain Deleu (C.F.T.C.) *«a souhaité un équilibrage entre priorité économique et priorité sociale»*.

De toute évidence, il s'agit là d'un vœu pieux, ce qui ne saurait nous étonner de la part du représentant officiel du «syndicalisme» chrétien.

Voilà pour ce qui est des dirigeants officiels des organisations syndicales ouvrières. Mais les organisations patronales étaient également représentées.

Georges Jollès (MEDEF) *«a beaucoup regretté que cette réunion n'ait pas donné lieu à un dossier préparatoire et un ordre du jour précis»*. Il a souligné que, pour le MEDEF, *«la priorité était de préserver l'emploi français qui pourrait être affecté par les 35 heures et l'emploi européen»*.

Force nous est de constater que comparativement à la servilité des propos des bureaucrates syndicaux, les patrons ont fait preuve de dignité.

Enfin, *«cerise sur le gâteau»*: Lionel Jospin *«souhaite que les partenaires sociaux s'impliquent au niveau de l'Union Européenne»*.

La dépêche de l'A.F.P. ne nous dit pas si Marc Blondel, élu en 1989 secrétaire général de la C.G.T.F.O., sur le refus de la politique d'accompagnement autrement dit *«d'implication»*, a relevé le propos... Mais peut-être l'a-t-il fait?

De Gaulle avait déclaré que les *«français étaient des veaux»*... sous entendu qui se laissent mener à l'abattoir. Le propos est assurément excessif. Les français ne sont pas tous des veaux et ils l'ont prouvé tout au long de leur histoire. Mais il y a une catégorie de français auxquels aujourd'hui le propos pourrait s'appliquer: les électeurs et les élus, autrement dit la classe politique et ses supporters.

Gaston Coûté l'avait déjà dit, en son temps: *«Mais les pauv's électeurs sont pas des bêt's coumm d'aut'es. Quand l'temps est à l'orage et l'vent à la révolte... l's votent!»*.

Mais il y a de moins en moins d'électeurs et de plus en plus d'abstentionnistes. Décidément, le temps tourne à l'orage et le vent à la révolte et, n'en déplaise aux palinodies du Cohn-Bendit, aujourd'hui, il devient sain de jeter à la face des politiciens de droite ou de gauche: *«Élections ...piège à cons»*.

Alexandre HÉBERT.